BFM - Politique

LIVE EN COURS

DIRECT. Colère sociale: la CGT appelle à une "nouvelle grande journée de grève et de manifestation" le 17 novembre

Publié aujourd'hui à 06h47 Mis à jour à 15h02

Lire dans l'app

BFM ›
BFM

Partager

Ajouter BFM à vos sources préférées sur Google

Une nouvelle semaine de mobilisation sociale a débuté ce lundi 9 novembre, avec une conférence sociale à Matignon qui a réuni organisations syndicales et patronales. À son issue, plusieurs mesures pour le pouvoir d'achat ont été annoncées par le gouvernement, sans convaincre les syndicats.

Publicité

L'ESSENTIEL

À l’issue d'une conférence sociale à Matignon ce lundi avec les organisations syndicales et patronales, le gouvernement a annoncé plusieurs mesures pour le pouvoir d'achat, dont une hausse du Smic. Lire l'article ➔

La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, a estimé que la hausse annoncée était "insuffisante", la numéro un de la CGT parlant de son côté "de miettes". Lire la brève ⬇

Une intersyndicale dans la fonction publique a appelé à la mobilisation et à la grève mardi 17 novembre pour demander notamment des augmentations immédiates de salaires. La CGT a appelé à rejoindre cette nouvelle journée de mobilisation. Lire la brève ⬇

Seuls 31 lycées sur les 3.700 que compte le territoire national (0,8%) sont bloqués à 9h30, ce lundi, a annoncé le ministère de l'Éducation nationale. Lire l'article ➔

Publicité

Aujourd'hui à 15h02

"Je l'admire": Édouard Philippe réagit à l'annonce de la candidature de Teddy Riner

En marges d'un déplacement à Chartres, le candidat Horizons à la présidentielle, Édouard Philippe, a réagi au micro de BFMTV à l'annonce surprise de Teddy Riner, désormais l'un de ses concurrents pour 2027.

"C'est un candidat de poids", s'est-il amusé d'abord avant d'ajouter: "je l'admire".

Aujourd'hui à 14h19

Un proviseur blessé à la tête par un jet de pavé aux abords d’un lycée près de Bordeaux

Le proviseur du lycée Émile Combes à Bègles, près de Bordeaux, a été victime d'un jet de pavé “le visant délibérément”, selon la préfecture de la Gironde et le rectorat. Il a été blessé à la tête et transporté à l'hôpital.

La préfète de la Gironde, Sophie Brocas, et le recteur de l'académie de Bordeaux, Jean-Marc Huart, dénoncent “avec la plus grande fermeté cette agression inacceptable".

Publicité

Aujourd'hui à 13h31

"Le pouvoir d'achat c'est par l'augmentation des salaires", selon le secrétaire général de Force ouvrière

Alors que le Premier ministre reçoit vendredi les fonctionnaires, Frédéric Souillot demande "exactement la même clause miroir dans le public que dans le privé" avec un "dégel du point d'indice" et "une amélioration du pouvoir d'achat".

"Le pouvoir d'achat c'est par l'augmentation des salaires", a conclu le secrétaire général de Force ouvrière.

Aujourd'hui à 13h30

Pour Force ouvrière, "les réponses ne sont pas liées aux attentes"

"Les réponses ne sont pas liées aux attentes", réagit Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière à la sortie de la réunion à Matignon.

"Mais pour la première fois le dogme du coup de pouce au Smic tombe", a-t-il reconnu.

SUR LE MÊME SUJET

- Colère lycéenne: dans une lettre à Édouard Geffray, un syndicat de chefs d'établissements dénonce "une pression considérable" pour garder ouverts leurs lycées
- Colère lycéenne: Édouard Geffray favorable à l'extension des cours de rattrapage pendant "les petites vacances" pour préparer le bac

Aujourd'hui à 13h12

ALERTE INFO.

La CGT appelle à la mobilisation le 17 novembre

Sophie Binet annonce qu'à la suite de la réunion à Matignon et des annonces du gouvernement, la CGT appelle à une "nouvelle grande journée de grève et de manifestation" le 17 novembre, à l'instar de l'intersyndicale de la fonction publique.

Vous souhaitez recevoir l'essentiel de l'actualité politique ?

Saisissez votre email ici

Je m'inscris

Vos données personnelles sont traitées par RMC BFM pour vous envoyer les newsletters auxquelles vous vous inscrivez. Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment et exercer vos droits. Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles. Consultez la politique de confidentialité.

Aujourd'hui à 13h11

Pour la CGT, le gouvernement n'a "annoncé que des miettes"

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, prend la parole à son tour et fustige aussi des "miettes" annoncées par le gouvernement.

"Il nous a annoncé 23 euros d'augmentation du Smic au 1er décembre alors que nous savons qu'a priori le Smic devrait automatiquement augmenter de 18 euros au 1er janvier", a fustigé la patronne de la CGT.

Aujourd'hui à 13h09

La CFDT estime que la hausse du Smic de 1,6% est "insuffisante"

À l'issue des annonces du gouvernement et de la conférence sociale, Marylise Léon, secrétaire générale, de la CFDT, dénonce une hausse "insuffisante".

Elle se félicite toutefois que "pour la première fois", un certain nombre d'aides aux entreprises soit conditionnées à des négociations de branches.

Aujourd'hui à 12h54

ALERTE INFO.

L'augmentation de 1,6% du Smic est "la deuxième hausse la plus importante en 20 ans", assure le Premier ministre

L'augmentation de 1,6% du Smic est "la deuxième hausse la plus importante en 20 ans" du salaire minimum en France, justifie le Premier ministre Sébastien Lecornu. "C'est un coup de pouce qui n'est pas que symbolique."

> ***"Je pense qu'il ne faut pas la mépriser, et je crois comprendre qu'elle avait de la valeur pour tout le monde ce matin."***

Il ajoute qu'une augmentation du Smic plus importante "aurait de manière structurelle et structurée engendrée une destruction importante d'emplois".

Aujourd'hui à 12h48

Une prime de partage de la valeur étendue et un plafond augmenté pour les exonérations fiscales des heures supplémentaires

La prime de partage de la valeur, jusque-là réservée aux entreprises de moins de 50 salariés, sera ouverte aux entreprises de plus de 50 salariés, annonce le ministre des Petites et moyennes entreprises Serge Papin. "C'est un million et demi de personnes supplémentaires concernées, donc quasiment quatre millions au total."

Le ministre annonce également une exonération fiscale sur les heures supplémentaires "plafonnées jusqu'à 10.000 euros". Elles étaient auparavant plafonnées à 7.500 euros.

Aujourd'hui à 12h48

ALERTE INFO.

Le gouvernement pérennise la prime carburant plafonnée à 1.000 euros en 2027

"On souhaite limiter les incertitudes sur l'inflation et le pouvoir d'achat", assure Roland Lescure, ministre de l'Économie et des Finances, qui annonce un relèvement plus pérenne du plafond sur la prime carburant.

"Jusqu'à l'année dernière, les entreprises pouvaient donner une prime carburant jusqu'à 300 euros, on a décidé dans le cadre de la crise dans le détroit d'Ormuz de le plafonner à 1.000 euros et le gouvernement proposera un amendement qui permettra de conserver ce plafond l'an prochain."

Aujourd'hui à 12h37

Énergie, heures supplémentaires... Sébastien Lecornu annonce des mesures pour le pouvoir d'achat

Dans le court terme, Sébastien Lecornu veut "libérer l'ensemble des outils qui sont à la main du gouvernement en matière de pouvoir d'achat". "On l'a déjà fait avec la libération des 10 millions de barils de gazoil."

Des décisions seront prises sur "les primes en matière d'énergie", "en matière de libération des plafonds pour les heures supplémentaires" ou "de défiscalisation de primes de partage à la valeur". Ces mesures feront l'objet d'amendement du gouvernement au projet de loi de finances 2027.

Aujourd'hui à 12h35

ALERTE INFO.

Jean-Pierre Farandou annonce une augmentation du Smic de 1,6%, soit à 1.502 euros nets en décembre

Le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou annonce une augmentation du Smic de 1,6% pour le 1er décembre, soit un salaire minimum à 1.502 euros nets. "Au cours de l'année 2026, le Smic aura augmenté de 5,3%, c'est considérable, c'est 75 euros nets", ajoute-t-il.

Un comité de suivi des salaires sera réuni "dans les jours qui viennent" par Jean-Pierre Farandou, qui y invitera les organisations syndicales et patronales. "On fera tout ensemble", promet-il.

Aujourd'hui à 12h31

"La revalorisation du Smic ne suffit pas" mais "lance un cycle de discussions sur les augmentations de salaire", explique Sébastien Lecornu

À l'issue de la conférence sociale avec les organisations syndicales et patronales, le Premier ministre Sébastien Lecornu annonce que "plusieurs chapitres ont été ouverts avec des propositions précises".

Il annonce le lancement d'un "chantier de réforme des allègements généraux".

"La revalorisation du Smic ne suffit pas mais elle a un intérêt majeur, elle lance un cycle de discussions sur les augmentations de salaire. Les organisations patronales nous attendent pour faire en sorte que le coût du travail n'augmente pas et que la compétitivité des entreprises soit au rendez-vous", explique le chef du gouvernement.

Aujourd'hui à 12h31

Sébastien Lecornu demande à ses ministres d'apporter des réponses "avec beaucoup de sincérité"

En sortant de la conférence sociale, le chef du gouvernement affirme avoir demandé "aux ministres de s'engager avec beaucoup de sincérité" dans les réponses à apporter, "surtout dans le contexte électoral où les promesses vont bon train".

"Dans un moment où le pays semble fracturé, le devoir du gouvernement est de trouver des solutions", ajoute-t-il.

Aujourd'hui à 12h21

La région Île-de-France annonce 50 lycées perturbés et une plainte bientôt déposée après des dégradations ce week-end

La région Île-de-France annonce que 50 lycées ont été perturbés ce matin. "De nombreuses tentatives de blocus ont été déjouées grâce à l'intervention des forces de l'ordre ou des personnels", ajoute la région.

Elle recense également une trentaine de tirs de mortiers, dont une dizaine à l'intérieur de locaux.

La région annonce enfin qu'elle va porter plainte à la suite de dégradations dans trois lycées ce week-end, avec un portail dégradé, une intrusion accompagnée d'un départ de feu et des tags. "La vidéoprotection installée par la Région a permis d’identifier les auteurs."

Aujourd'hui à 11h48

ALERTE INFO.

L'intersyndicale de la fonction publique appelle à la grève le 17 novembre

Nouvel appel à la grève dans la fonction publique: l'intersyndicale appelle à la mobilisation le mardi 17 novembre "afin d'exiger une hausse immédiate de la valeur du point d'indice". "Il n'est pas envisageable qu'une telle mesure ne soit pas prise au regard de l'inflation qui continue de progresser (3,4% en octobre)", écrivent la CGT, l'UNSA, la FSU, Solidaires, CFE-CGC et FAFP.

Aujourd'hui à 11h48

Dans le Rhône, une douzaine de lycées perturbés ce matin et huit interpellations pour tirs de mortiers

La préfecture du Rhône a indiqué qu'une douzaine de lycées étaient actuellement perturbés par le mouvement des lycéens. "Des tensions sporadiques sont observées sur la moitié" d'entre eux, ajoute la préfecture, qui souligne au global une situation plutôt calme.

Elle recense également huit interpellations depuis ce matin, pour des tirs de mortiers.

Sur les réseaux sociaux, un appel à manifester a été lancé pour 11h, depuis la place Jean-Macé à Lyon. Contactée par BFM Lyon, la préfecture n'a pas encore indiqué si la manifestation était déclarée ou autorisée.

Aujourd'hui à 11h37

ALERTE INFO.

Le judoka Teddy Riner se porte candidat à l'élection présidentielle

Dans un entretien au Parisien, le judoka français Teddy Riner annonce être candidat à l'élection présidentielle 2027. Il se positionne "ni de droite, ni de gauche".

Le triple champion olympique ne renonce toutefois pas aux Jeux olympiques 2028, "si la fonction et les Français me le permettent".

Plus d'informations sur la candidature de Teddy Riner dans notre article complet.

Aujourd'hui à 11h05

La CFTC s'attend à des mesures qui ne sont "pas à la hauteur de la colère", le syndicat veut trouver un "compromis"

Les discussions avec les organisations patronales et syndicales se déroulent depuis 1h30 à Matignon. Avant son début, le président de la CFTC s'attendait déjà à des annonces loin d'être suffisantes.

"On sent qu'il y aura des mesures, c'est à peu près acté, mais ces mesures sont pour nous a priori pas à la hauteur de la colère et du besoin", a lancé Cyril Chabanier au micro des journalistes en arrivant à Matignon plus tôt dans la matinée. "On va voir quel compromis peut être trouvé ce matin."

Aujourd'hui à 10h27

ALERTE INFO.

INFO BFMTV. Le Premier ministre va annoncer la reconduction de la prime carburant

Selon les informations de BFMTV, Sébastien Lecornu va annoncer la reconduction de la prime carburant parmi les mesures pour améliorer le pouvoir d'achat des Français. Elle avait déjà été reconduite et étendue pour la période octobre-décembre.

Aujourd'hui à 10h24

La Cour des comptes alerte sur la trajectoire budgétaire française et appelle à ne plus reporter les efforts de redressement des comptes publics

La Cour des comptes a publié ce matin son rapport sur le rétablissement des finances publiques, proposant des mesures à court terme et des leviers d'actions à moyen terme. Dans ce long texte, la Cour des comptes alerte sur la trajectoire budgétaire française.

"Malheureusement, les dernières prévisions communiquées par le gouvernement augurent d'un nouveau faux-départ sur la trajectoire de redressement des finances publiques puisque, comme en 2023 et 2024, l'année de 2026 devrait se traduire par une nouvelle dégradation du déficit, estimé aujourd'hui à 5,4 %."

Dans ce contexte, il est "essentiel" pour la Cour des comptes "de prévenir le risque d'une nouvelle dégradation du déficit public en 2027 et d'un nouveau report des efforts indispensables".

Aujourd'hui à 10h20

Un syndicat de chefs d'établissements écrit à Édouard Geffray et dénonce "une pression considérable" pour garder ouverts leurs lycées

Les chefs d'établissements du syndicat Indépendance & Direction - FO (IDFO) tirent la sonnette d'alarme dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation nationale.

Ils dénoncent le quotidien des proviseurs depuis le début des blocages, avec des intrusions, des dégradations, des tirs de mortiers d'artifice, ou encore des agressions. Ils déplorent "la dégradation des conditions d'exercice", "l'exposition répétée aux risques physiques et psychosociaux", "la pression hiérarchique" ainsi qu'une "charge mentale" de plus en plus lourde.

"Dans ce contexte, les personnels de direction subissent pourtant une pression considérable: maintenir l'ouverture de leurs établissements 'vaille que vaille'", écrit IDFO. "Nous demandons qu'une instruction ministérielle adressée aux recteurs rappelle explicitement les prérogatives des chefs d'établissement en matière de sécurité, et notamment la faculté (...) de suspendre les enseignements et les activités et d'interdire l'accès à l'établissement lorsque l'urgence et les circonstances le justifient."

Aujourd'hui à 10h19

Le ministère de l'Éducation nationale annonce 31 lycées bloqués aujourd'hui

Le ministère de l'Éducation nationale annonce le blocage à 9h30 de 31 lycées sur les 3.700 que compte le territoire national, soit 0,8% des établissements français. "Aucune perturbation n'est relevée dans près de trois quarts des départements", ajoute le ministère.

Aujourd'hui à 10h10

La conférence sociale toujours en cours à Matignon, l'augmentation des salaires au cœur des discussions

La conférence sociale est en cours depuis 9h30 à Matignon. L'augmentation des salaires est, entre autres, l'un des sujets évoqués entre le gouvernement et les organisations syndicales et patronales.

Sébastien Lecornu a accepté une revalorisation au-delà de 1.500 euros nets au 1er décembre, toujours insuffisant pour les syndicats qui demandent une hausse entre 100 et 150 euros.

Aujourd'hui à 10h04

Si François Ruffin croyait en la victoire de Jean-Luc Mélenchon, il "serait déjà dans sa campagne"

Candidat Debout à l'élection présidentielle, François Ruffin a été critique quant aux chances de La France insoumise d'aller à l'Élysée. "Je n'ai pas de doutes sur le talent de Jean-Luc Mélenchon et des insoumis de galvaniser les foules. (...) Mais ma question est: comment on fait pour avoir une majorité aujourd'hui", demande-t-il sur LCI.

Il estime qu'il n'existe aujourd'hui aucune figure de gauche qui puisse rassembler. "Si je pensais que Jean-Luc Mélenchon avait une chance de battre Marine Le Pen au second tour, je serais déjà dans sa campagne."

Aujourd'hui à 09h38

Les organisations syndicales arrivent à Matignon pour la conférence sociale, Sophie Binet veut des "réponses à la hauteur"

Les organisations syndicales arrivent à Matignon avant le début de la conférence sociale. Sophie Binet a réclamé des "réponses à la hauteur", et non pas des "mesurettes".

"Nous attendons des explications du gouvernement mais aussi du patronat qui est le premier responsable de la crise puisqu'il refuse d'augmenter les salaires", a expliqué la secrétaire générale de la CGT.

Aujourd'hui à 09h33

Marine Le Pen assure à la télévision américaine que la discrimination "n'existe pas" en France, la gauche s'insurge

La cheffe de file de l'extrême droite Marine Le Pen a accordé un entretien au média américain CBS où elle décrit la France comme le pays "le moins raciste" au monde. Elle avance également que la discrimination "n'existe pas" dans notre pays.

Des propos qui suscitent de vives réactions d'indignation à gauche, deux semaines seulement après l'attentat raciste à Trappes. "L'autopersuasion ça fait des miracles. (...) Marine Le Pen est dans le déni", répond le candidat à la présidentielle Karim Bouamrane sur Sud Radio. "Elle souhaite alimenter et entretenir cette discrimination endémique."

"Ignoble", décrit à son tour le coordinateur national de La France insoumise Manuel Bompard. Pour François Ruffin, qui s'est exprimé sur LCI, "il est évident qu'il y a dans notre pays ce qu'on appelle un racisme systémique".

Aujourd'hui à 09h22

"Pas question" de valider les semestres sans partiel mais des "adaptations d'épreuves" possibles, assure le ministre de l'Enseignement supérieur

Après les semaines de mobilisation, qui ont fortement perturbé certaines universités, "donner à tout le monde les premiers semestres, le droit dit aujourd'hui qu'il n'en est pas question", assure sur RMC le ministre de l'Enseignement supérieur Philippe Baptiste. "Les examens peuvent "être adaptés pour tenir compte des circonstances, mais il n'est évidemment pas question d'avoir un 10/20 pour tout le monde. (...) Ce serait à la fois illégal et absurde."

> ***"Il y aura du travail de rattrapage et une adaptation des épreuves, c'est possible", conclut-il.***

L'Union étudiante a appelé dans une pétition à un aménagement des examens de fin de semestre.

Aujourd'hui à 09h22

Natacha Polony refuse de participer à une primaire "de tous les recalés du macronisme"

Interrogée sur sa participation à une éventuelle primaire de la droite et du centre, Natacha Polony refuse catégoriquement. "Je ne vois pas pourquoi j'irai dans une primaire de tous les recalés du macronisme", répond la candidate à l'élection présidentielle sur BFM Business. "Ce sont des gens qui proposent exactement les mêmes politiques, parfois un petit peu plus dures, parfois un petit peu moins."

Elle se positionne comme candidate voulant "à tout prix éviter un second tour Marine Le Pen/Jean-Luc Mélenchon". Pour la journaliste, leurs budgets respectifs sont "absolument effarants".

Aujourd'hui à 09h02

Présidentielle 2027: Éric Zemmour, multicondamné, est candidat pour "éviter la guerre civile", assure Sarah Knafo

Éric Zemmour, multicondamné notamment pour injure raciale et provocation à la discrimination raciale, est candidat pour le parti Reconquête à l'élection présidentielle. Ses condamnations ne sont pas, selon Sarah Knafo, incompatibles avec une campagne pour l'Élysée.

"Il ne faut absolument pas confondre quelqu'un qui voyait tous les maux venir avec quelqu'un qui les souhaiterait. Son combat est d'éviter la guerre civile", explique l'eurodéputée sur BFMTV-RMC, assurant que plusieurs des propos tenus par Éric Zemmour il y a des années sont désormais repris dans la classe politique aujourd'hui. "Le contexte actuel n'est pas à l'édulcoration de la réalité", conclut-elle.

Aujourd'hui à 08h40

Reconquête veut supprimer "800.000 postes de fonctionnaires"

Pour faire des économies, le parti Reconquête propose la suppression de "800.000 postes de fonctionnaires", explique l'eurodéputée Sarah Knafo sur BFMTV-RMC.

En ce sens, le parti d'extrême droite veut par exemple conserver uniquement dix ministères, en supprimant notamment celui des Sports. "Je considère que la France n'a pas besoin d'avoir 40 ministres et secrétaire d'État. (...) La France n'a pas besoin d'un ministère pour tout."

En tout et pour tout, Reconquête promet dans son programme 140 milliards d'euros d'économies.

Aujourd'hui à 08h35

"Nous proposons dix fois plus que la CGT": Sarah Knafo ne veut pas de hausse du Smic mais veut supprimer la CSG d'activité

Revaloriser le Smic "n'est pas du tout la bonne solution", estime l'eurodéputée Reconquête Sarah Knafo sur BFMTV-RMC. "La solution n'est pas d'augmenter le coût du travail."

Le parti d'extrême droite propose de "supprimer la CSG d'activité, ce qui équivaudrait à une hausse de salaire de plus de 10% pour tous les actifs de ce pays". Sarah Knafo revendique proposer "dix fois plus que ce que propose la CGT (...), que ce que les syndicats n'ont jamais osé demander".

Aujourd'hui à 08h29

Une extension des cours de rattrapage pendant les vacances pour préparer au bac

Le ministre de l'Éducation nationale Édouard Geffray avance la possibilité d'étendre le cadre des cours de rattrapages pendant les "petites vacances" pour permettre aux jeunes dont la scolarité a été perturbée par le mouvement des lycéens de rattraper leur retard pour le baccalauréat. Les dates de l'examen final ne seront pas modifiées, tranche nettement le ministre.

> ***"Les professeurs volontaires sont financés et viennent faire des cours supplémentaires de rattrapage ou d'entraînement pour les élèves."***

Ces cours se dérouleront "comme on le fait habituellement, mais dans des proportions plus importantes cette année".

Aujourd'hui à 08h25

"Une cinquantaine d'élèves" supplémentaires blessés lors des manifestations la semaine dernière, annonce Édouard Geffray

Le ministre de l'Éducation nationale annonce sur France 2 qu'"une cinquantaine d'élèves supplémentaires" ont été blessés lors des mobilisations de la jeunesse la semaine dernière. Ils ont été blessés "par d'autres jeunes qui tiraient des tirs de mortiers notamment".

Jusqu'alors 248 lycéens avaient été blessés pendant les manifestations.

Plus de 200 personnels de l'Éducation nationale ont également été blessés depuis le début du mouvement. "La priorité est de mettre fin aux violences dans un mouvement qui n'en a pas besoin", insiste le ministre.

Aujourd'hui à 08h20

"Ils bousillent leur année scolaire": des "sanctions disciplinaires" possibles pour les élèves qui bloquent les lycéens, rappelle Édouard Geffray

Édouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale, rappelle qu'il peut y avoir des sanctions prises à l'encontre des élèves qui bloquent leur établissement scolaire, un geste "illégal".

"Aujourd'hui, vous avez des élèves privés de cours parce que vous avez 1% de leurs camarades qui bloquent les lycées. S'ils veulent manifester, ils le peuvent mais ils doivent laisser leur camarade aller en cours sinon ils bousillent leur année scolaire", insiste-t-il sur France 2.

"Il peut y avoir des sanctions disciplinaires", souligne-t-il, tout en rappelant que la perte de plusieurs semaines de cours pour les lycéens ne "remet pas en cause la légitimité de la mobilisation".

Aujourd'hui à 08h17

"L'État oublie ses responsabilités": Sophie Binet dénonce l'absence des fonctionnaires à la conférence sociale

Les représentants des fonctionnaires ne sont pas conviés à la conférence sociale organisée par Matignon. "Le scandale de cette conférence sociale c'est que l'État oublie ses responsabilités", réagit Sophie Binet sur France Inter.

> ***"Les fonctionnaires ne sont pas là: l'État est employeur, qu'il commence à balayer devant sa porte. C'est un scandale", répète-t-elle.***

Les exclure de cette réunion est "un crachat à la figure de la fonction publique", insiste Sophie Binet.

Aujourd'hui à 08h05

"Le problème de notre pays, c'est que la consommation chute", estime la secrétaire générale de la CGT

L'augmentation du Smic est critiquée par certains qui y voient des coûts supplémentaires importants voire intenables pour les employeurs. Pour la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet, une hausse du salaire minimum serait au contraire un moyen de relancer la consommation en France.

"Le problème de notre pays, c'est que la consommation chute. Nous sommes obligés de serrer les salaires sur tout, même sur l'alimentaire", explique-t-elle. Des salaires plus confortables permettraient, selon la syndicaliste qui s'appuie sur des exemples européens, de pouvoir plus consommer malgré une répercussion de la hausse du Smic sur le prix de certains produits.

"Aujourd'hui, les prix explosent sans les salaires", rappelle-t-elle.

Aujourd'hui à 08h03

Hausse du Smic: "la colère ne va pas disparaître" pour "quelques euros supplémentaires", assure Sophie Binet

"La conférence sociale ce n'est pas une opération Pièces Jaunes", lance la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet sur France Inter.

"Nous ne sommes pas dans n'importe quel contexte. (...) La colère ne va pas disparaître parce que le gouvernement aura annoncé quelques euros supplémentaires sur le Smic. Nous attendons des réponses à l'ensemble de la mobilisation, sur les salaires, la vie chère, les finances publiques et la jeunesse."

La CGT demande "d'urgence" une hausse de 150 euros nets par mois.

Aujourd'hui à 08h03

Le Smic à 1.500 euros nets, une "arnaque" dénonce l'insoumise Mathilde Panot

Mathilde Panot, députée et présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, dénonce sur RTL des annonces sur le Smic par le gouvernement insuffisantes.

"Le Smic français est plus bas que le reste des salaires minimum européens. (...) Les gens se privent de tout aujourd'hui. Quand on parle du Smic à 1.500 euros nets, il faut comprendre l'arnaque de ce qui est en train de se passer", lance-t-elle.

Elle s'explique: "dans la loi, il est écrit que le Smic doit être indexé sur la hausse des prix, donc sur l'inflation. Ça veut dire que par la loi, au 1er janvier 2027, le Smic aurait dû être et sera à 1.493 euros. Ça veut dire que ce que propose le gouvernement, c'est une augmentation de 7 euros nets du Smic, c'est-à-dire moins de la moitié du prix d'un paquet de couche dans ce pays."

La France insoumise propose un Smic à 1.700 euros nets pour l'été 2027 dans son programme.

Aujourd'hui à 07h32

De nouveaux blocages sur des campus de l'Université Lyon 2

Les campus Porte des Alpes, Rachais et Berges du Rhône de l'Université Lyon 2 sont une nouvelle fois bloqués ce matin. "En conséquence, aucune activité d'enseignement ne pourra avoir lieu", confirme l'université sur ses réseaux sociaux.

Aujourd'hui à 07h05

L'Union étudiante lance une pétition pour demander des aménagements d'examens

L'Union étudiante a lancé hier une pétition pour demander des aménagements d'examens à l'approche des partiels, pour ne "pas pénaliser" un jeune qui s'est "battu pour le droit d'étudier".

"Nous exigeons que des aménagements soient prévus pour l'ensemble des examens. Les cours tenus en visioconférence sont illégaux et injustes du fait des inégalités de conditions de vie tant en termes de logement, d'accès aux outils numériques ou encore à la connexion internet", écrit le syndicat.

Ce lundi matin, près de 6.000 signatures ont été récoltées.

Aujourd'hui à 06h57

Raphaël Glucksmann veut "mettre fin à l'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon sur la gauche française"

Invité du Grand oral de BFMTV hier, Raphaël Glucksmann a estimé que "l'hostilité" exprimée à son égard lors de la manifestation du 5 novembre dernier s'explique par sa volonté de "mettre fin à l'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon sur la gauche française".

"Je retournerai à chaque fois aux manifestations de l'intersyndicale, malgré ça", a-t-il assuré. "Les militants de la France insoumise installent un climat d'exclusion permanent, de brutalité", a-t-il déploré. "Cela ne m'empêchera absolument pas de faire campagne".

Plus d'informations sur les déclarations du candidat PS-Place Publique à l'élection présidentielle dans notre article complet.

Aujourd'hui à 06h51

Présidentielle: les intentions de vote pour Édouard Philippe et Raphaël Glucksmann en baisse, selon un nouveau sondage

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon poursuivent leur route en tête des intentions de vote, la première largement devant le second, tandis que leurs poursuivants Édouard Philippe et Raphaël Glucksmann sont en perte de vitesse, selon un sondage Harris Interactive pour M6/RTL.

Dans toutes les hypothèses testées par l'institut, le second tour de la présidentielle opposerait Marine Le Pen, créditée de 34 à 36% des voix, à Jean-Luc Mélenchon, situé lui entre 18 et 19% des intentions de vote.

Le maire du Havre Édouard Philippe (Horizons), un temps au coude-à-coude avec Jean-Luc Mélenchon pour l'accès au second tour, est désormais largement distancé (11 à 14% des voix). Le candidat social-démocrate Raphaël Glucksmann voit lui aussi sa dynamique se tasser, stagnant ou reculant légèrement avec 11 à 13% des intentions de vote.

Plus de détails sur ce dernier sondage dans notre article complet.

Aujourd'hui à 06h30

Nouvel appel à la grève et à manifester par les syndicats d'enseignants et de la jeunesse

Les syndicats d'enseignants, de lycéens et d'étudiants se mobilisent une nouvelle fois demain.

Un appel à la grève et à manifester a été lancé hier.

"La grève réussie de jeudi dernier, en particulier dans l’Éducation nationale, a obligé le Premier ministre à convoquer une conférence sociale sur les salaires (lundi). Mais la fonction publique, et donc l’Éducation nationale, n’est pas conviée, reléguée à une réunion en fin de semaine prochaine. C’est inacceptable!", écrit le Snes-Fsu dans son communiqué.

Aujourd'hui à 06h28

Le gouvernement va accepter une revalorisation anticipée du Smic au 1er décembre au-delà de 1.500 euros nets

Assez pour apaiser la colère? Le gouvernement va accepter une revalorisation anticipée du Smic au 1er décembre, au-delà de 1.500 euros nets contre 1.477 euros actuellement, a appris hier BFMTV.

Un montant qui reste toujours nettement inférieur aux demandes des syndicats. "La CGT souhaite un Smic à 2.200 euros bruts à moyen terme, mais là maintenant on demande 10%, soit 150 euros nets de plus", indique le secrétaire confédéral de l'organisation Thomas Vacheron.

Une conférence sociale organisée à Matignon, sans les représentants des fonctionnaires et de la jeunesse

Bonjour et bienvenue dans ce direct consacré au climat social en France, avec la multiplication des contestations en pleine étude du budget et à quelques mois seulement de l'élection présidentielle.

Les services du Premier ministre réunissent aujourd'hui organisations syndicales et patronales pour une "conférence sociale" afin d'"apporter des réponses aux questions de pouvoir d'achat et de salaires".

L'intersyndicale, qui déplore l'absence de rendez-vous pour les fonctionnaires et les jeunes, a annoncé décider de la suite de la mobilisation à l'issue de cette conférence sociale.

Sujets liés : Politique Société Colère des lycéens

BFM
Direct BFMTV
Direct BFM Radio
Programme TV
Nos dossiers
Partenaires
Météo des neiges
Applications mobiles
Plan du site
Direct BFM2
Émissions BFMTV
Canaux TV
Évènements
Météo
Newsletters BFM
Archives

Nos services
Code promo
BFM Pratique
Immobilier neuf
Jeux-concours
Annonces légales
Comparateur
Shopping
Portage salarial
Règlements jeux-concours

En savoir plus
Nous contacter
Recrutement
Données personnelles
Paramétrage des cookies
J'exerce mes droits
Charte de déontologie
Devenir annonceur
Mentions légales
Politique cookie
Gérer Utiq
CGU
Accessibilité : non-conforme

Les sites du groupe
BFM
BFM Business
BFM Bourse
BFM Tech
BFM Locales
BFM Alsace
BFM Côte d'Azur
BFM Dici
BFM Grand Lille
BFM Grand Littoral
BFM Lyon
BFM Marseille
BFM Normandie
BFM Toulon Var
RMC
RMC Sport
RMC+
RMC Life
RMC Découverte
RMC Conso
RMC Story
Zone Turf
SFR Actus
RMC BFM Drive

© Copyright 2006-2026 BFMTV.com. Tous droits réservés. Site édité par NextInteractive